

Le système ISO. Le partenaire de confiance.



Rapport Annuel 2007

L'ISO et la normalisation internationale

L'ISO est l'Organisation internationale de normalisation. Elle est composée des organismes nationaux de normalisation de 157 pays* de toutes tailles, industrialisés et en développement, de toutes les régions du monde. L'ISO élabore des normes techniques d'application volontaire qui confèrent une valeur ajoutée à tous les types d'activités économiques. Les normes ISO contribuent à la diffusion des technologies et des bonnes pratiques d'entreprise. Elles permettent le développement, la production et la livraison de produits et services plus efficaces, sûrs et respectueux de l'environnement, ainsi que des échanges facilités et plus équitables entre les pays. Les normes ISO protègent les utilisateurs et les consommateurs et, à maints égards, leur simplifient la vie.

L'ISO n'élabore que les normes souhaitées par le marché. Les travaux sont réalisés par des experts des secteurs industriels, techniques ou économiques qui ont demandé les normes en question et qui les appliquent par la suite. À ces experts peuvent s'associer d'autres spécialistes comme les représentants d'agences gouvernementales, d'organisations de consommateurs, des milieux universitaires et de laboratoires d'essais.

Publiées sous la désignation de Normes internationales, les normes ISO représentent un consensus international sur l'état des connaissances techniques et des bonnes pratiques concernées.

* Mai 2008.

Sommaire

Le système ISO. Le partenaire de confiance.	1
Partenariats	2
Commerce mondial • Pays en développement • Coopération mondiale de la normalisation • Efficacité énergétique et énergies renouvelables • Changement climatique • Sécurité • Sécurité des denrées alimentaires • Les parties prenantes du secteur public • Société civile	
Les fruits du partenariat	7
Approvisionnement en eau et assainissement • Pêches et aquaculture • Guides répondant aux besoins des consommateurs • Nouveaux comités pour les services • Biocarburants • Santé et sécurité • ISO 9001 fête ses vingt ans	
Les partenaires fondamentaux	10
Futurs partenaires	10
Portefeuille des Normes et projets de Normes internationales ISO par secteur technique à la fin 2007 • Production annuelle	
Structure de l'ISO	12
Personnalités dirigeantes	13
Membres	14
Situation financière	16



L'ISO dans ses nouveaux murs

Le Secrétariat central de l'ISO travaille depuis le lundi 19 février 2007 à partir de ses nouveaux locaux à Genève. Le regroupement de toutes ses activités en un seul lieu est bénéfique pour la communication, le travail d'équipe et l'efficacité et permet d'assurer des services encore meilleurs pour les membres, les clients et les partenaires de l'ISO.

Le Secrétariat central est installé dans un bâtiment neuf, aménagé en respectant l'environnement et en utilisant rationnellement l'énergie. Situé non loin des anciens locaux, il demeure proche des organisations internationales partenaires de l'ISO à Genève.

Le système ISO. Le partenaire de confiance.

En 2007, l'ISO a célébré 60 ans d'activités, qui ont débuté en 1947 avec 27 membres. Aujourd'hui, la famille ISO comprend des membres de 157 pays, représentant 97 % de la population mondiale et 98 % du PNB mondial. Cette croissance indique que l'ISO est devenue le partenaire de confiance de la communauté mondiale pour l'élaboration de Normes internationales basées sur le consensus et ayant une pertinence globale.

Les organisations commerciales, publiques et la société civile entrent de plus en plus en partenariat avec l'ISO, qui a su proposer des outils pratiques pour relever les défis auxquels la communauté mondiale est confrontée tels que mondialisation du commerce, changement climatique, sécurité et santé.

Outre le réseau de membres nationaux qu'elle constitue, l'ISO élabore des normes au sein de plus de 200 comités techniques qui, eux-mêmes, s'appuient sur les contributions de plusieurs centaines de comités miroirs nationaux, ce système faisant intervenir près de 300 000 experts. L'ISO collabore également avec plus de 680 organisations internationales et régionales des secteurs publics et privés, qui sont parties prenantes à divers aspects de ses travaux.

Le Président de l'ISO, Håkan Murby, découpe le gâteau du 60^e anniversaire de l'ISO durant la semaine de la 30^e Assemblée générale de l'ISO.



Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban-Ki Moon (à gauche) et le Secrétaire général de l'ISO, Alan Bryden, au « Sommet des Dirigeants » du Pacte mondial de l'ONU.

Pour le Secrétaire général de l'ISO, Alan Bryden: « de nombreuses organisations internationales gouvernementales et non gouvernementales contribuent en effet à mettre en place le cadre politique, en s'attachant aussi à concevoir et à promouvoir les solutions techniques, et à établir les partenariats que nécessite notre planète en danger. L'ISO est au cœur même de cette plate-forme internationale. »

L'année 2007 est riche d'exemples illustrant l'ouverture de l'ISO aux dirigeants politiques et économiques, notamment sa participation au Forum économique mondial, au Forum de l'Organisation de coopération et de développement économiques sur le thème « innovation, croissance et équité », à la réunion annuelle de l'American Society for Quality, au « Sommet des Dirigeants » du Pacte mondial des Nations Unies, au Congrès mondial de l'énergie, à la Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, et sa contribution, en partenariat avec l'Agence internationale de l'énergie, à la préparation de la réunion du G8.

Toutes ces occasions ont permis de souligner l'importance des Normes internationales ISO en tant qu'outils majeurs pour transposer la volonté politique et l'engagement international en actions concrètes.



Partenariats

Commerce mondial

Le partenariat de longue date de l'ISO avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) s'est encore intensifié ces dernières années car les normes font maintenant partie intégrante du commerce international et de l'économie mondiale.

L'OMC est un partenaire important de l'ISO pour la facilitation du commerce. Les règles de l'OMC reconnaissent la contribution importante des normes internationales au commerce mondial. L'OMC encourage leur utilisation et la participation de ses États membres à leur élaboration.

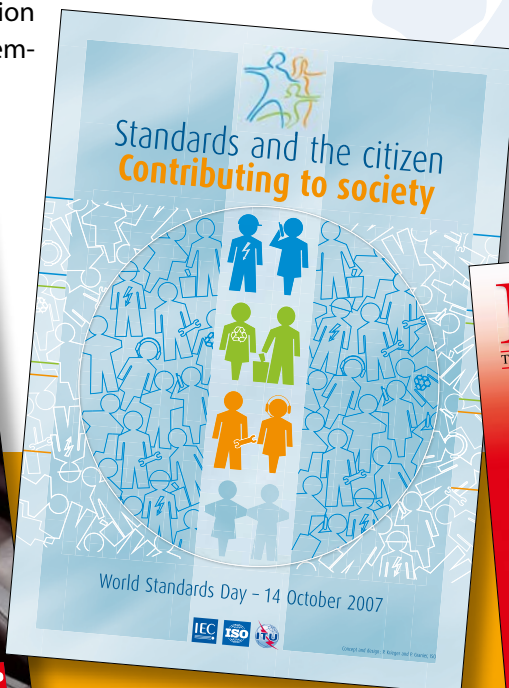


Pays en développement

L'ISO a établi des partenariats avec des organisations internationales et des agences de développement au niveau multilatéral et bilatéral pour la mise en œuvre de projets d'assistance technique dans le cadre du *Plan d'action de l'ISO pour les pays en développement*. Au nombre de ces partenaires figurent le Centre du commerce international, l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, l'OMC et des agences nationales de développement comme l'Agence suédoise de coopération internationale au développement.

En 2007, les activités d'assistance technique se sont significativement amplifiées grâce à une augmentation tangible du financement des donateurs – ce qui est en soi une marque de confiance en l'ISO.

Au cours de l'année, le programme de l'ISO pour le développement a totalisé 37 manifestations d'assistance technique avec 2781 participants, dont 377 parrainés par l'ISO. En outre, 30 cours de formation ont été organisés, pour 269 participants.



Coopération mondiale de la normalisation

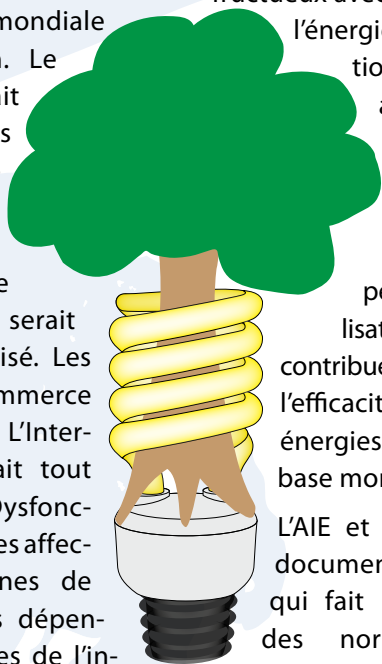
En 2007, l'ISO a conclu l'adoption d'une politique commune en matière de brevets avec ses partenaires de la Coopération mondiale de la normalisation, la Commission électrotechnique internationale (CEI) et l'Union internationale des télécommunications (UIT). Cette politique facilite la diffusion de technologies innovantes en permettant d'incorporer dans les normes des éléments brevetés pour autant qu'ils soient mis à disposition dans des conditions raisonnables et non discriminatoires.

Les trois organisations ont également organisé en commun en mars 2007, au Salon international de l'Auto de Genève, un séminaire sur les technologies de l'information et de la communication (TIC) dans les véhicules, sous le titre « La voiture intégralement



interconnectée». Ce séminaire est un nouvel exemple des initiatives que l'ISO a prises avec la CEI et l'UIT dans le domaine des technologies convergentes, comme celles prises les années précédentes dans les domaines des technologies de la santé et de la domotique.

L'ISO, la CEI et l'UIT s'associent chaque année pour publier un message de la Journée mondiale de la normalisation. Le thème, en 2007, était « Des normes pour les citoyens : une contribution à la société ». Le message soulignait qu'« un monde privé de normes serait rapidement immobilisé. Les transports et le commerce seraient paralysés. L'Internet ne fonctionnerait tout simplement pas. Dysfonctionnements et pannes affecteraient des centaines de milliers de systèmes dépendant des technologies de l'information et de la communication – services publics, services bancaires, soins de santé, contrôle du trafic aérien, services d'urgence, secours en cas de catastrophes, et jusqu'à la diplomatie internationale. »



Efficacité énergétique et énergies renouvelables

L'ISO coopère étroitement avec la CEI sur des questions relatives à l'énergie. Elle a aussi établi un partenariat fructueux avec le Conseil mondial de l'énergie et l'Agence internationale de l'énergie (AIE), afin d'analyser et faire connaître la situation actuelle, d'identifier les besoins et le potentiel de nouveaux développements dans la normalisation internationale qui contribueraient à promouvoir l'efficacité énergétique et les énergies renouvelables sur une base mondiale.

L'AIE et l'ISO ont préparé un document de position commun qui fait ressortir l'importance des normes internationales dans ce domaine et encourage les dirigeants politiques et économiques à soutenir leur élaboration et à y participer. Ce document a été utilisé comme document d'information pour la réunion du G8 en 2007.

L'ISO et la CEI ont collaboré pour présenter les Normes internationales comme des éléments essentiels des solutions au problème de l'énergie lors d'une session spéciale inscrite au programme du Congrès mondial de l'énergie 2007, où l'interdépendance et l'impératif de l'efficacité énergétique ont figuré en bonne position à l'ordre du jour.



VOLUME II
Point de vue



Claude Mandil, Directeur exécutif de l'Agence internationale de l'énergie : « Les normes ISO et CEI, étant les mieux connues et les plus reconnues internationalement, sont les instruments naturels que les entreprises et les gouvernements utiliseront pour articuler les questions techniques et de performance communes, y compris celles qui touchent à l'énergie et à la performance environnementale.

L'ISO ayant ce rôle essentiel à jouer, j'ai la certitude qu'elle continuera d'élaborer et de gérer son portefeuille existant de normes de manière à garantir que tous les domaines pertinents exigeant des normes internationales en matière d'énergie et d'environnement sont couverts et que les normes existantes concilient adéquatement les politiques publiques et les nécessités commerciales. »

ISO Focus, décembre 2006-janvier 2007

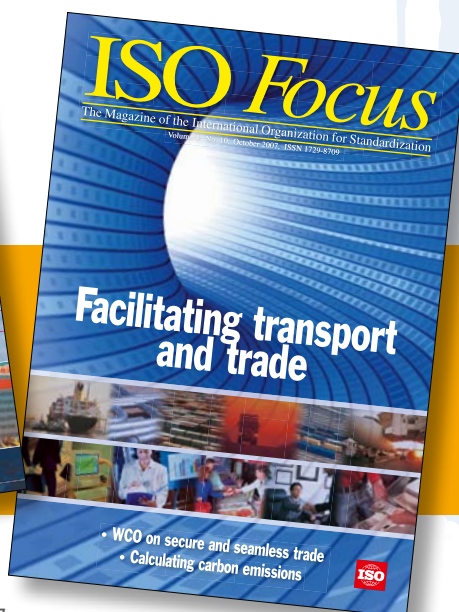
Changement climatique

Les initiatives de partenariat de l'ISO, comme ses normes, sont de portée mondiale. Fin 2007, l'ISO, le World Resources Institute (WRI) et le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) ont signé un protocole d'accord aux fins de promouvoir ensemble les normes ISO 14064 relatives à la comptabilisation, à l'expression et aux échanges de droits d'émission des gaz à effet de serre (GES) et les normes du protocole des GES établi par le WRI et le WBCSD.

Il est aujourd'hui reconnu que le changement climatique est l'un des plus grands défis qui se présentent à la communauté internationale. Aussi la présence de l'ISO à Bali, Indonésie, à l'occasion de la Conférence de la Convention-cadre des Nations Unies sur le changement climatique, a-t-elle permis de souligner l'aptitude de

l'ISO à élaborer des outils concrets pour relever le défi, notamment avec la publication en 2007 de la norme ISO 14065 pour l'accréditation des organismes de validation et de vérification des GES.

Outre la «boîte à outils» sur le changement climatique, dans un domaine apparenté, la famille ISO 14000, composée de normes pour le management environnemental, est toujours source de valeur ajoutée pour les gouvernements et les entreprises. Pour célébrer le 10^e anniversaire de la norme ISO 14001, une vidéo intitulée *ISO 14001 – the world's environmental management system standard*, a été présentée à la réunion de Beijing de l'ISO/TC 207, *Management environnemental*.



Sécurité

En 2007, les documents de la série ISO 28000 sur les systèmes de management de la sûreté de la chaîne d'approvisionnement sont passés du statut de Spécifications publiquement disponibles à celui de Normes internationales ISO à part entière. Les normes traitent des risques sécuritaires potentiels présents à tous les stades du processus d'approvisionnement, et ciblent des menaces comme le terrorisme, la fraude et la piraterie.

La série ISO 28000 apporte une aide efficace pour la mise en œuvre des initiatives des douanes en matière de sûreté aux niveaux national et international, notamment le Cadre de normes SAFE (sécurité et facilitation du commerce mondial) de l'Organisation mondiale des douanes, le Programme d'OEI (opérateur économique agréé) de l'UE, le Programme C-TPAT (Partenariat Douanes-Commerce contre le terrorisme) des États-Unis et le Code ISPS (Code international pour la sûreté des navires et des installations portuaires) de l'Organisation maritime internationale (OMI).

La Coopération mondiale de la normalisation, structure de focalisation stratégique pour les initiatives communes de l'ISO, de la CEI et de l'UIT, a constitué un Groupe consultatif spécial sur la sécurité qui a organisé un atelier sur la sécurité du transit aux USA.



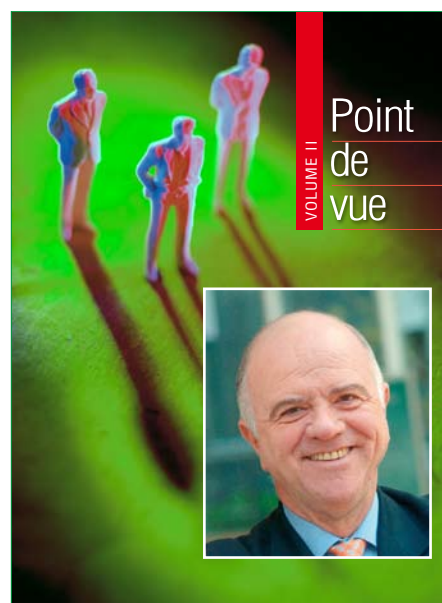
Un atelier a été organisé en Israël pour élaborer un Accord international d'atelier (IWA) sur la sécurité de l'eau. Un IWA est une forme d'accord pré-normatif élaboré dans un atelier par les acteurs du marché et d'autres parties prenantes, en dehors du système de la normalisation ISO qui s'opère dans le cadre de comités techniques.

Sécurité des denrées alimentaires

L'ISO a établi des relations de partenariat étroites avec de nombreuses institutions spécialisées des Nations Unies concernées par les problématiques alimentaires, notamment l'Organisation mondiale de la santé, l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, et la Commission du Codex Alimentarius.

L'année 2007 a été particulièrement active pour l'ISO dans ce domaine. L'ISO a publié deux nouveaux documents de la famille ISO 22000 relatifs aux systèmes de management de la sécurité des denrées alimentaires: ISO 22005, sur la traçabilité dans les chaînes alimentaires et ISO/TS 22003, qui donne les exigences relatives aux organismes qui procèdent à l'audit et à la certification de tels systèmes.

En partenariat avec le Centre du commerce international, l'ISO a publié un manuel combiné à un CD-ROM, *ISO 22000 Systèmes de management de la sécurité des aliments – Liste de contrôle à l'usage des PME – Êtes-vous prêt ?*, qui a pour but d'aider les PME dans le secteur agroalimentaire à bénéficier des avantages de la mise en œuvre d'un système de management de la sécurité des denrées alimentaires.



Michel Danet, Secrétaire général de l'Organisation mondiale des douanes, a fait l'éloge du partenariat de travail qui a permis d'élaborer les normes de la série ISO 28000 : « La coopération entre l'OMD et l'ISO est manifestement destinée à se poursuivre et à se renforcer, car nos travaux sont complémentaires et s'appuient mutuellement. »

ISO Focus, octobre 2007





Les parties prenantes du secteur public

Ces dernières années, la réputation du système ISO en tant que partenaire de confiance des parties prenantes du secteur public n'a cessé de s'accroître. À cet égard, la 30^e Assemblée générale de l'ISO, tenue à Genève, Suisse, en septembre 2007, comprenait une séance publique sur « les normes internationales et les politiques publiques ».

Dans un monde globalisé, il n'est plus possible de développer et d'appliquer isolément des politiques publiques dès lors qu'elles ont un impact sur le commerce, la santé, la sécurité ou l'environnement. De plus en plus, l'utilisation des normes et la référence aux normes font partie des bonnes pratiques réglementaires et de la bonne gouvernance publique. En outre, les 151 signataires de l'OMC se sont engagés à uti-

liser les normes internationales afin de ne pas créer d'obstacles techniques inutiles au commerce par le biais de règlements et d'exigences en évaluation de la conformité qui ne sont pas harmonisés.

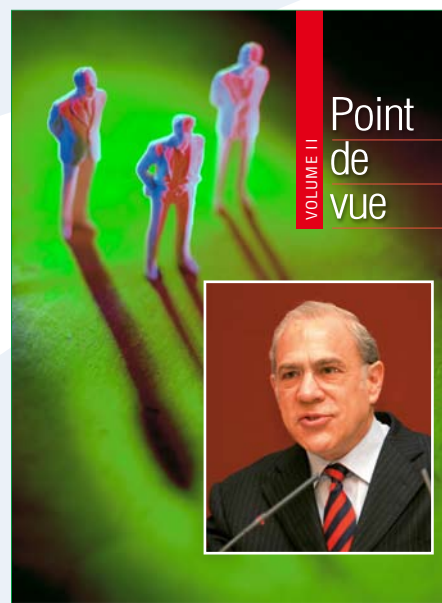
À la séance publique, la brochure d'information « *Utilisation des normes ISO et CEI et de la référence à celles-ci dans la réglementation technique* », publiée en 2007, a été distribuée aux participants. La brochure contient des conseils utiles à l'intention des autorités de réglementation sur l'utilisation des Normes internationales ISO et CEI pour atteindre les objectifs visés par les politiques mises en place.

Société civile

La responsabilité sociétale est un enjeu décisif tant pour les entreprises que pour la société civile. La réunion, en novembre 2007, du Groupe de travail de l'ISO sur la responsabilité sociétale a enregistré une participation record d'environ 400 experts. Le groupe de travail compte maintenant 71 pays participants et huit autres pays en qualité d'observateurs, plus 37 organisations en liaison. Il réunit

les experts représentant les six groupes de parties prenantes, à savoir : les consommateurs, les gouvernements, l'industrie, le monde du travail, les organisations non gouvernementales, et l'ensemble secteur tertiaire, conseils, recherche et autres.

Les partenaires de l'ISO dans l'élaboration de la future norme ISO 26000 qui donnera des orientations sur la responsabilité sociétale sont notamment le Bureau du Pacte mondial des Nations Unies et l'Organisation internationale du travail (OIT), ce qui souligne une fois de plus l'excellente coopération de l'ISO avec le système des Nations Unies.



Angel Gurría, Secrétaire général de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) : « Les liens de l'OCDE avec l'ISO sont déjà importants, que ce soit au plus haut niveau stratégique dans le cadre de mes consultations régulières avec Alan Bryden, ou au niveau pratique, l'OCDE ayant un statut d'organisation en liaison avec de nombreux organes de l'ISO.

Il y a, à mes yeux, de nombreuses occasions d'élargir notre coopération ou tout au moins nos complémentarités avec l'ISO et j'accueille favorablement la démarche proactive qui est celle de l'ISO dans sa recherche de nouveaux domaines où les normes peuvent être sources de valeur ajoutée. Des liens existent déjà avec de nombreux comités techniques, notamment l'ISO/TC 229 sur les nanotechnologies. »

ISO Focus, juin 2007



Les fruits du partenariat

L'objectif premier des différents partenariats de l'ISO est de mieux répondre aux besoins des entreprises, des gouvernements et de la société en produisant des normes ayant une pertinence globale. Cette section présente une sélection des 1 105 normes ISO publiées en 2007, ainsi que les documents d'appui et les nouveaux projets de normalisation qui ont été lancés.

Approvisionnement en eau et assainissement

L'ISO a publié trois normes qui donnent des lignes directrices pour les activités de service relatives aux systèmes d'approvisionnement en eau potable et aux systèmes d'assainissement. Ces Normes internationales sont conçues pour aider les autorités chargées de l'eau et leurs exploitants à atteindre un niveau de qualité qui répond au mieux aux attentes des

usagers et aux principes du développement durable.

Pour le Secrétaire général de l'ISO, Alan Bryden : « Ces normes ISO joueront un rôle primordial en facilitant l'accès à une eau potable sans risque sanitaire et à son assainissement de base, grâce à une meilleure gouvernance à tous les niveaux. Leur publication est une première étape pour répondre à la préoccupation des Nations Unies, qui ont reconnu l'accès à l'eau comme un droit de l'homme essentiel et ont fixé des objectifs ambitieux pour augmenter l'accès aux services de l'eau potable et de l'assainissement, en particulier dans les pays en développement. »

Pêches et aquaculture

Le développement durable des pêches et de l'aquaculture sera facilité par les Normes internationales qui seront produites par le comité technique

ISO/TC 234, *Pêches et aquaculture*, créé en février 2007. Les travaux de l'ISO/TC 234 viendront étayer la coopération internationale permanente sur les pêches et l'aquaculture dans le cadre du Conseil international pour l'exploration de la mer, de l'Organisation mondiale de la santé animale, de l'Organisation mondiale de la santé, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et de la Commission du Codex Alimentarius.





Guides répondant aux besoins des consommateurs

La brochure publiée en 2007, *Les Guides ISO/CEI, une valeur ajoutée pour les Normes internationales* donne un aperçu des guides publiés conjointement par les deux organisations. Ces guides constituent une somme considérable de conseils utiles, non seulement pour les rédacteurs de normes et les représentants des consommateurs actifs en normalisation, mais aussi pour les concepteurs, les entreprises de production, les prestataires de services, les distributeurs, les laboratoires d'essai, les autorités réglementaires et les associations représentant les intérêts des consommateurs, des



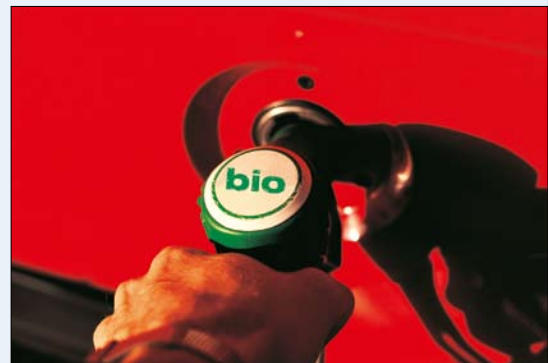
personnes handicapées, des enfants et des senior, en plus des spécialistes de l'environnement, des universitaires et de leurs étudiants.

Nouveaux comités pour les services

Un certain nombre de nouvelles initiatives ont été lancées par l'ISO pour produire des normes dans le secteur dynamique et diversifié des services. Elle a créé, en particulier, un nouveau comité technique et plusieurs nouvelles structures, les comités de projet (CP). Mis en place en cas de besoin sur un sujet très spécifique, le CP est dissous une fois la norme publiée. Ces nouveaux CP sont :

- ISO/CP 230, *Évaluation psychologique*
- ISO/CP 231, *Expertise de la marque*
- ISO/TC 232, *Services d'éducation et de formation non formelles*
- ISO/CP 235, *Services d'estimation*
- ISO/CP 236, *Gestion de projet*

En outre, le comité de projet ISO/CP 237 est chargé d'élaborer la première Norme internationale ISO dans le domaine des terminologies pour l'industrie mondiale des expositions dont le chiffre d'affaires est estimé à USD 60 milliards au moins par an, avec plus de 30 000 expositions attirant plus de 350 millions de visiteurs dans le monde chaque année. Aussi impressionnants que soient ces chiffres, ce secteur ne fait l'objet d'aucune norme internationale. La future norme ISO 25639 aidera à résoudre les ambiguïtés, confusions et malentendus sur les termes utilisés dans ce secteur, en fournissant un cadre de référence international.



Biocarburants

Une voie actuellement explorée pour réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la sécurité énergétique est la recherche de solutions de remplacement pour les carburants fossiles. Afin de faciliter ce type de programme, l'ISO a créé un nouveau sous-comité (SC 7) du Comité technique ISO/TC 28, *Produits pétroliers et lubrifiants*, chargé d'élaborer des normes sur les biocarburants liquides, ainsi qu'un nouveau comité technique, l'ISO/TC 238, chargé de l'élaboration de normes dans le domaine des biocarburants solides. Les biocarburants sont des sources d'énergie d'origine biologique qui, à l'inverse des carburants fossiles, également d'origine biologique, sont renouvelables. Il s'agit notamment du bois, de la paille, des cultures énergétiques et des déchets organiques.





Santé et sécurité

Les normes et documents apparentés relatifs à divers aspects de la santé et de la sécurité représentent toujours une part importante de la production de l'ISO. La production 2007 comprend notamment :

- ISO/TR 27809:2007, *Informatique de santé – Mesures assurant au patient la sécurité des logiciels de santé*, qui traite des mesures de contrôle nécessaires pour assurer la sécurité du patient en cas de recours à des produits logiciels médicaux ainsi que des normes nécessaires pour les étayer
- ISO 16850:2007, *Véhicules routiers – Protection des piétons – Méthode d'essai de choc de la tête d'un enfant*,

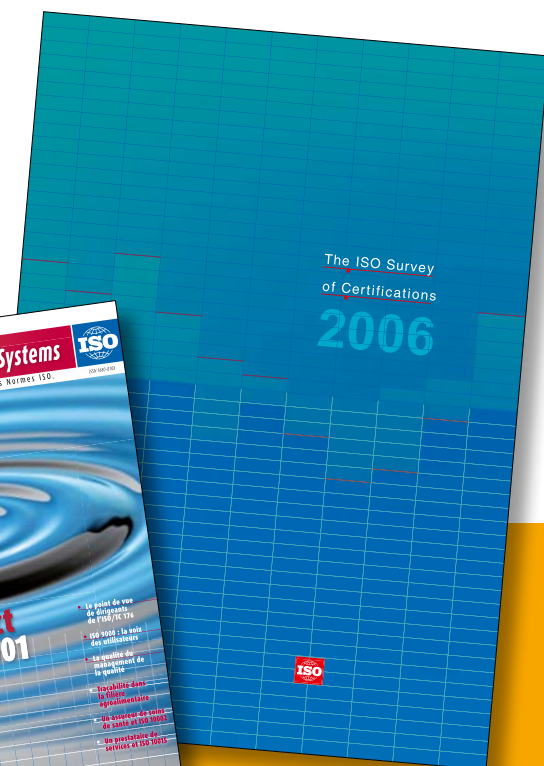
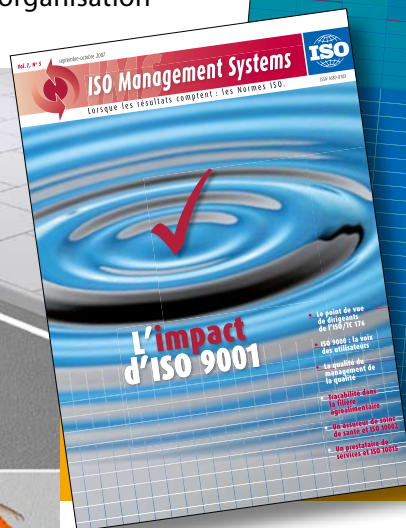
devrait aider à concevoir des véhicules présentant des risques moins élevés pour les piétons. Elle devrait réduire les risques de blessures graves à la tête et d'accidents mortels dont les enfants piétons peuvent être victimes en cas de choc frontal avec des véhicules

- ISO 18416:2007, *Cosmétiques – Microbiologie – Détection de Candida albicans*, aidera à limiter les effets indésirables des cosmétiques en spécifiant une méthode d'examen microbiologique à l'intention des laboratoires destinée à garantir la qualité du produit et la sécurité des consommateurs
- ISO 14121-1:2007, *Sécurité des machines – Appréciation du risque – Partie 1 : Principes*, permettra aux fabricants d'identifier les risques lors de la phase de conception de la production, et de prévenir ainsi les accidents
- ISO/PAS 22399:2007, *Sécurité sociétale – Lignes directrices pour être préparé à un incident et gestion de continuité opérationnelle*, permettra aux organisations publiques ou privées d'examiner les facteurs et les mesures nécessaires pour se préparer à un incident involontaire, intentionnel ou naturel (perturbations, urgence, crise ou catastrophe) afin qu'elles puissent le gérer et y survivre et prendre les mesures appropriées pour assurer la pérennité de l'organisation

- ISO/CEI TR 24722:2007, *Technologies de l'information – Biométrie – Fusion multimodale et autre fusion multibiométrique*, propose des solutions technologiques permettant la fusion de plusieurs indicateurs biométriques, par exemple le visage, l'empreinte digitale, la géométrie de la main, pour permettre l'établissement de preuves multiples de la même identité.

ISO 9001 fête ses vingt ans

L'année 2007 a marqué le 20^e anniversaire d'ISO 9001, qui est devenue la référence internationale pour les systèmes de management de la qualité. La norme a eu un impact mondial sur le management des organisations, les relations entre fournisseurs et clients ainsi que sur les chaînes d'approvisionnement mondiales. *L'étude ISO des certifications* a révélé que les certifications ISO 9001 et ISO 14001 – la norme relative aux systèmes de management environnemental – ont progressé de 16 % en 2006.



Les partenaires fondamentaux

Le système de l'ISO repose sur ses partenaires fondamentaux – les membres nationaux de l'ISO et les experts qui œuvrent à l'élaboration des normes au sein des comités techniques. Les membres des organismes nationaux de normalisation de l'ISO assurent le suivi et la promotion des travaux de l'ISO et des publications utiles pour les parties prenantes dans leurs pays. Ils apportent les compétences d'experts au niveau national et les positions pour l'élaboration et l'adoption de normes ISO.

Chaque année, le système ISO reconnaît les réalisations remarquables dans le domaine technique par l'attribution du Prix de leadership Lawrence D. Eicher pour l'excellence de la qualité créative et novatrice en matière d'élaboration des normes.

Le lauréat 2007 est le sous-comité SC 4, *Données industrielles*, du comité technique ISO/TC 184, *Systèmes d'automatisation industrielle et intégration*.

Avec plus de 250 experts représentant plus de 20 pays qui participent aux travaux, l'axe central des travaux du SC 4 s'est d'abord orienté sur la série de normes STEP, c'est-à-dire des normes pour l'échange de données de produits (ISO 10303, *Représentation et échange de données de produits*) pour différents domaines fonctionnels, couvrant la conception, l'analyse et la fabrication de produits. La norme STEP a été employée dans l'industrie aéronautique pour des projets tels que le Boeing 777, l'Airbus 380 et l'Eurofighter. Elle est également employée, dans des économies avancées, pour l'industrie automobile et la construction navale.



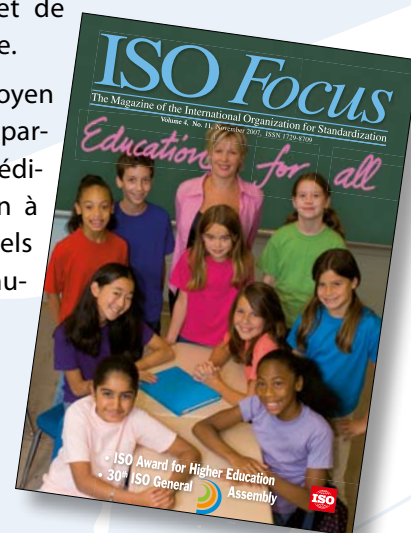
Le Président de l'ISO/TC 184/SC 4, M. Howard Mason (à droite), reçoit au nom du sous-comité le Prix de leadership Lawrence D. Eicher des mains du Président de l'ISO, Håkan Murby.

Futurs partenaires

En 2007, le premier Trophée ISO pour l'enseignement supérieur en normalisation, a été décerné à la China Jiliang University, République populaire de Chine, lors de la 30^e Assemblée générale de l'ISO à Genève, Suisse.

Le Trophée ISO vise à mieux faire comprendre l'importance de la normalisation dans le monde, en distinguant les établissements d'enseignement supérieur qui ont créé et mis en place des programmes traitant de la normalisation comme moyen d'accès au marché mondial, de transfert de technologie et de diffusion des bonnes pratiques de gestion et de développement durable.

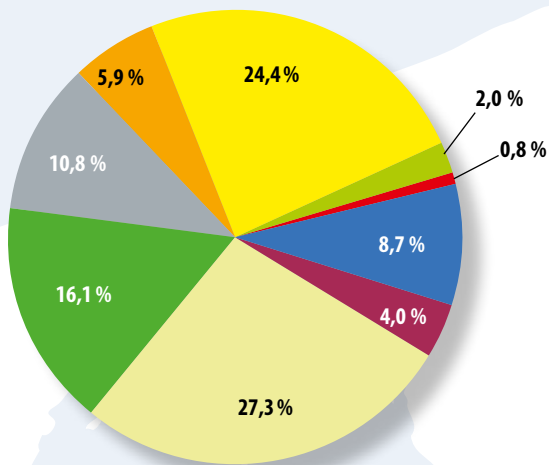
Le Trophée ISO est un moyen d'encourager les futurs partenaires de l'ISO dans l'édifice de la normalisation à relever les défis auxquels est confrontée la communauté mondiale.



M. Song Mingshun (au centre) représentant la China Jiliang University, République populaire de Chine, s'est vu remettre le premier Trophée ISO pour l'enseignement supérieur en normalisation. Il est entouré, à gauche, de M. George Arnold, Vice-président de l'ISO (questions de politique) et Président du comité de sélection et, à droite, du Président de l'ISO, Håkan Murby.

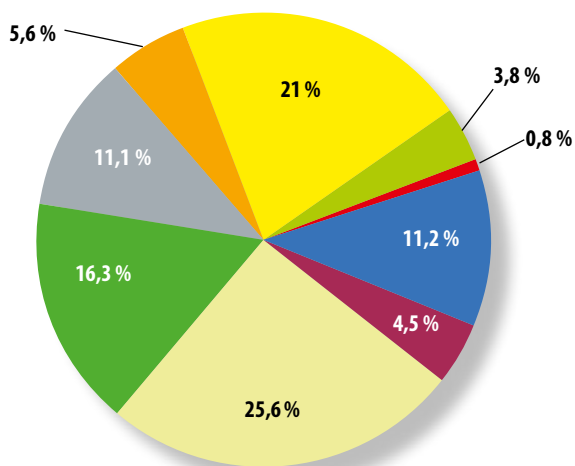
Portefeuille des Normes et projets de Normes internationales ISO par secteur technique à la fin 2007

Normes internationales



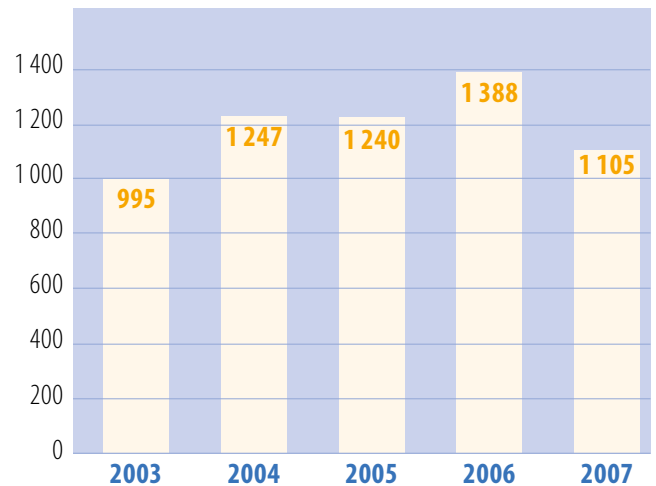
- Ingénierie
- Construction
- Santé, sécurité et environnement
- Technologies des matériaux
- Généralités, infrastructures et sciences
- Agriculture et technologie alimentaire
- Transport et distribution des marchandises
- Électronique, technologies de l'information et des télécommunications
- Technologies spéciales

Projets de Normes internationales/ Projets finals de Normes internationales



Production annuelle

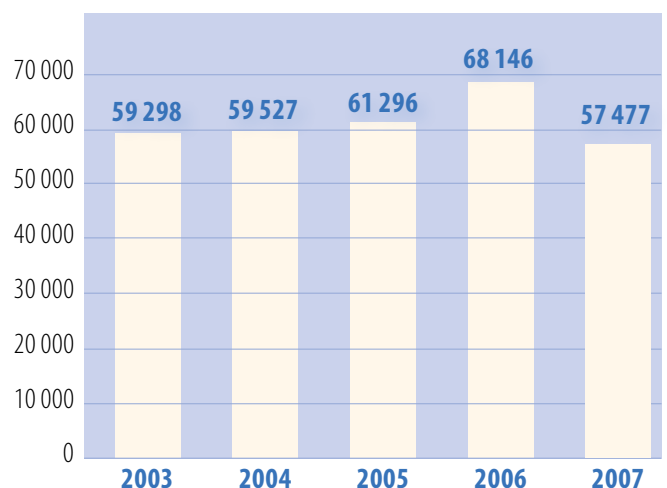
Normes publiées



En 2007, **1 105** Normes internationales nouvelles et révisées.

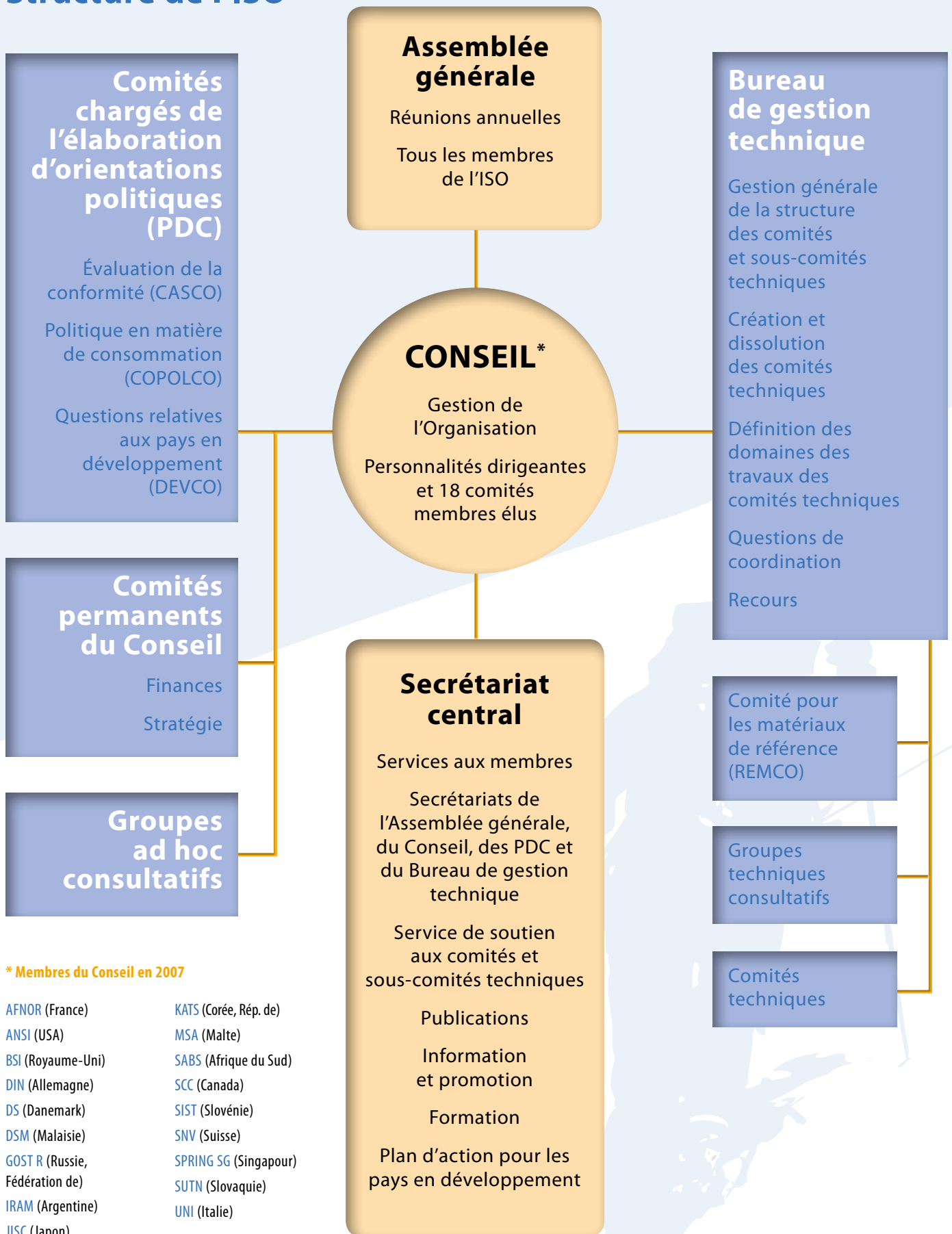
À la fin 2007, le portefeuille de l'ISO comptait **17 041** Normes internationales.

Nombre de pages



En 2007, **57 477** pages. Le nombre total de pages publiées fin 2007 s'élève à **652 340** pages en anglais et en français (la terminologie est souvent fournie aussi en d'autres langues).

Structure de l'ISO



* Membres du Conseil en 2007

AFNOR (France)	KATS (Corée, Rép. de)
ANSI (USA)	MSA (Malte)
BSI (Royaume-Uni)	SABS (Afrique du Sud)
DIN (Allemagne)	SCC (Canada)
DS (Danemark)	SIST (Slovénie)
DSM (Malaisie)	SNV (Suisse)
GOST R (Russie, Fédération de)	SPRING SG (Singapour)
IRAM (Argentine)	SUTN (Slovaquie)
JISC (Japon)	UNI (Italie)

Personnalités dirigeantes



Håkan Murby Président, Suède

Håkan Murby a été élu Président de l'ISO pour un mandat de deux ans à dater du 1^{er} janvier 2007. M. Murby a été Président du Conseil d'administration du SIS, l'Institut suédois de normalisation, de 2000 à 2006. Il est actuellement Président de trois entreprises suédoises dans les domaines du conseil et de l'industrie. Son expérience professionnelle de 40 ans dans l'industrie (notamment dans la construction automobile, l'aluminium, l'acier et la téléphonie mobile) a commencé immédiatement après l'obtention de sa maîtrise en technologie. En qualité de Président de l'Association suédoise des producteurs d'acier, Jernkontoret, il s'est efforcé de créer les conditions-cadres optimales pour assurer la compétitivité des entreprises suédoises de sidérurgie sur le marché mondial. Il a été chargé de la formulation des politiques de la Confédération des industries suédoises en matière d'énergie et de climat. M. Murby a été nommé membre de plusieurs conseils d'administration du groupe Gränges Aluminium AB, dont il est devenu responsable du secteur opérationnel et Vice-président. Parmi ses nombreuses fonctions importantes figurent celles de Président des entreprises sidérurgiques Kloster Speedsteel AB et Uddeholm Tooling AB – première entreprise mondiale de l'acier à outils, Président de Comvik AB, un opérateur suédois de téléphonie mobile, et Président de la société de conseil en management de projets Evidentia AB.



George Arnold Vice-président (questions de politique), USA

George Arnold a été nommé Vice-président de l'ISO (questions de politique) pour la période 2006-2007. Président du Conseil d'administration de l'ANSI de 2003 à 2005, après en avoir été Vice-président, il a occupé plusieurs postes en qualité de responsable et de membre actif au sein de nombreux comités de l'ANSI. Entré à AT&T Bell Laboratories en 1973, M. Arnold y a occupé différents postes techniques et de management dans la recherche et le développement. De 1996 à 2001, il a été Vice-président, Normalisation et propriété intellectuelle, à Lucent Technologies; puis, jusqu'en 2006, il a été Conseiller principal auprès de la direction exécutive de l'entreprise pour la stratégie de normalisation et la propriété intellectuelle. Il est actuellement Directeur adjoint des Services associés aux technologies, au National Institute of Standards and Technology (NIST) des USA. M. Arnold est également Président de IEEE Standards Association pour 2007-2008. Il a participé au Dialogue économique transatlantique USA-Europe (TABD). Sa formation universitaire est en ingénierie et sciences appliquées.



Ziva Patir Vice-présidente (gestion technique), Israël

Ziva Patir a été reconduite dans la fonction de Vice-présidente (gestion technique) de l'ISO pour la période 2006-2007. En cette capacité, elle assure aussi la présidence du Bureau de gestion technique. En juin 1996 elle est devenue Directrice générale de l'Institut de normalisation d'Israël (SII) où elle est entrée en 1976 en qualité de Responsable principale de la normalisation, puis a été pendant 10 ans Directrice de la Division de la qualité et de la certification. Elle est membre du Conseil d'administration de l'Institut israélien de management et membre du Conseil d'administration de l'Université de Haïfa. De plus, M^{me} Patir est Présidente du chapitre israélien du Forum international des femmes et a été Présidente de la Société israélienne pour la qualité.



Antoine Fatio Trésorier, Suisse

Antoine Fatio a été reconduit dans la fonction de Trésorier de l'ISO pour la période 2005-2007. M. Fatio a été Associé au sein de Quest Partners (2005-2006), une société suisse active dans le conseil et l'investissement en Private Equity; il est actuellement Directeur général de Money Express SA, une société spécialisée en financement public. M. Fatio a une grande expérience dans les domaines du marketing, du développement d'entreprise et de la finance, expérience qu'il a acquise dans le cadre des diverses fonctions directoriales qu'il a occupées dans plusieurs sociétés aussi bien en Suisse qu'aux USA. M. Fatio a une formation universitaire en électrotechnique (BS) et en gestion d'entreprise (MBA).



Alan Bryden Secrétaire général

Alan Bryden a pris ses fonctions de Secrétaire général le 1^{er} mars 2003. Nommé Directeur général de l'Association française de normalisation (AFNOR) en octobre 1999, il a été, de 1981 à 1999, Directeur général du Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE), en France. Pendant cette période, il a fondé Eurolab (Fédération européenne des associations de laboratoires de mesure, d'essais et d'analyse), dont il a été le premier Président de 1990 à 1996. Il a aussi présidé le Comité des laboratoires de l'ILAC (Coopération internationale sur l'agrément des laboratoires d'essais). M. Bryden a commencé sa carrière dans la métrologie, notamment au National Bureau of Standards des USA (maintenant National Institute of Standards and Technology) et a exercé différentes responsabilités dans les domaines de la qualité et de l'utilisation rationnelle de l'énergie. Il a été Vice-président du premier Comité sur les obstacles techniques au commerce du GATT (aujourd'hui OMC).

Membres

À la fin de 2007, l'ISO comprenait les principaux organismes de normalisation de 157 pays.

Sur ce nombre, 104 étaient des comités membres, habilités à participer et à exercer leurs pleins droits de vote au sein de l'ISO.

L'ISO comptait en outre 43 membres correspondants. Il s'agit généralement d'organisations dans des pays qui n'ont pas encore entièrement développé leurs activités nationales en matière de normalisation. Les membres correspondants ne prennent pas une part active aux travaux techniques de l'ISO et n'ont pas le droit de vote; ils sont néanmoins habilités à assister aux réunions en qualité d'observateurs et à être tenus pleinement informés des travaux qui les intéressent.

De plus, l'ISO comptait dix membres abonnés. Ces derniers proviennent de pays à économie très restreinte. Ils paient une cotisation de membre réduite qui leur permet néanmoins d'être en contact avec la normalisation internationale.

Comités membres

A Afrique du Sud (SABS) • Algérie (IANOR) • Allemagne (DIN) • Arabie Saoudite (SASO) • Argentine (IRAM) • Arménie (SARM) • Australie (SA) • Autriche (ON) • Azerbaïdjan (AZSTAND) **B** Bahreïn (BSMD) • Bangladesh (BSTI) • Barbade (BNSI) • Bélarus (BELST) • Belgique (NBN) • Bosnie-Herzégovine (BAS) • Botswana (BOBS) • Brésil (ABNT) • Bulgarie (BDS) **C** Canada (SCC) • Chili (INN) • Chine (SAC) • Chypre (CYS) • Colombie (ICONTEC) • Congo, la République démocratique du (OCC) • Corée, République de (KATS) •

Corée, République populaire démocratique de (CSK) • Costa Rica (INTECO) • Côte d'Ivoire (CODINORM) • Croatie (HZN) • Cuba (NC) **D** Danemark (DS) **E** Égypte (EOS) • Émirats arabes unis (ESMA) • Équateur (INEN) • Espagne (AENOR) • Éthiopie (QSAE) • Ex-République yougoslave de Macédoine (ISRM) **F** Fidji (FTSQCO) • Finlande (SFS) • France (AFNOR) **G** Ghana (GSB) • Grèce (ELOT) **H** Hongrie (MSZT) **I** Inde (BIS) • Indonésie (BSN) • Iran, République islamique d' (ISIRI) • Iraq (COSQC) • Irlande (NSAI) • Islande (IST) • Israël (SII) • Italie (UNI) **J** Jamaïque (BSJ) • Japon (JISC) • Jordanie (JISM) **K** Kazakhstan (KAZMEMST) • Kenya (KEBS) • Koweït (KOWSMD) **L** Liban (LIBNOR) • Libyenne, Jamahiriya arabe (LNCSM) • Luxembourg (SEE) **M** Malaisie (DSM) • Malte (MSA) • Maroc (SNIMA) • Maurice (MSB) • Mexique (DGN) • Mongolie (MASM) **N** Nigéria (SON) • Norvège (SN) • Nouvelle-Zélande (SNZ) **O** Oman (DGSM) • Ouzbékistan (UZSTANDARD) **P** Pakistan (PSQCA) • Panama (COPANIT) • Pays-Bas (NEN) • Pérou (INDECOPI) • Philippines (BPS) • Pologne (PKN) • Portugal (IPQ) **Q** Qatar (QS) **R** Roumanie (ASRO) • Royaume-Uni (BSI) • Russie, Fédération de (GOST R) **S** Sainte-Lucie (SLBS) • Serbie (ISS) • Singapour (SPRING SG) • Slovaquie (SUTN) • Slovénie (SIST) • Soudan (SSMO) • Sri Lanka (SLSI) • Suède (SIS) • Suisse (SNV) • Syrienne, République arabe (SASMO) **T** Tanzanie, République-Unie de (TBS) • Tchèque, République (CNI) • Thaïlande (TISI) • Trinité-et-Tobago (TTBS) • Tunisie (INNORPI) • Turquie (TSE) **U** Ukraine (DSSU) • Uruguay (UNIT) • USA (ANSI) **V** Venezuela (FONDONORMA) • Viet Nam (TCVN) **Z** Zimbabwe (SAZ)

Membres correspondants

A Afghanistan (ANSA) • Albanie (DPS) • Angola (IANORQ) **B** Bénin (CEBENOR) • Bhoutan (SQCA) • Bolivie (IBNORCA) • Brunéi Darussalam (CPRU) • Burkina Faso (FASONORM) **C** Cameroun (CDNQ) **D** Dominicaine, République (DIGENOR) **E** El Salvador (CONACYT) • Erythrée (ESI) • Estonie (EVS) **G** Gabon (CNTT) • Géorgie (GEOSTM) • Guatemala (COGUANOR) **H** Hong Kong, Chine (ITCHKSAR) **K** Kirghizistan (KYRGYZST) **L** Lettonie (LVS) • Lituanie (LST) **M** Macao, Chine (CPTTM) • Madagascar (BNM) • Malawi (MBS) • Moldova, République de (MOLDST) • Monténégro (ISME) • Mozambique (INNOQ) • Myanmar (MSTRD) **N** Namibie (NSIQO) • Népal (NBSM) • Nicaragua (DTNM) **O** Ouganda (UNBS) **P** Palestine (PSI) • Papouasie-Nouvelle-Guinée (NISIT) • Paraguay (INTN) **R** Rwanda (RBS) **S** Sénégal (ASN) • Seychelles (SBS) • Swaziland (SWASA) **T** Tadjikistan (TJKSTN) • Togo (CSN) • Turkménistan (MSST) **Y** Yémen (YSMO) **Z** Zambie (ZABS)

Membres abonnés

A Antigua-et-Barbuda (ABBS) **B** Burundi (BBN) **C** Cambodge (ISC) **D** Dominique (DBOS) **G** Guyana (GNBS) **H** Honduras (COHCIT) **L** Lao, République démocratique populaire (DISM) • Lesotho (LSQAS) **S** Saint-Vincent-et-les-Grenadines (SVGBS) • Suriname (SSB)

Contribution de comités membres de l'ISO à l'élaboration des normes

(2007-12-31)

Membres	Nombre de secrétariats (TC/SC)	Nombre d'animateurs (WG)
ABNT (Brésil)	3	6
AENOR (Espagne)	11	11
AFNOR (France)	76	182
ANSI (USA)	126	487
BELST (Biélorus)	–	1
BIS (Inde)	8	7
BOBS (Botswana)	1	–
BSI (Royaume-Uni)	87	340
BSJ (Jamaïque)	1	–
CNI (République tchèque)	1	2
DGN (Mexique)	–	1
DIN (Allemagne)	134	378
DS (Danemark)	7	28
DSM (Malaisie)	4	4
DSSU (Ukraine)	1	1
ELOT (Grèce)	1	1
EOS (Égypte)	–	2
GOST R (Féd. de Russie)	12	8
ICONTEC (Colombie)	1	3
IPQ (Portugal)	2	6
IRAM (Argentine)	0	2
ISIRI (Rép. islamique d'Iran)	3	2
JISC (Japon)	54	142
KATS (République de Corée)	12	18
MSZT (Hongrie)	0	1
NBN (Belgique)	4	27
NEN (Pays-Bas)	19	76
NSAI (Irlande)	–	2
ON (Autriche)	3	3
PKN (Pologne)	5	2
SA (Australie)	19	63
SABS (Afrique du Sud)	9	4
SAC (Chine)	17	27
SCC (Canada)	21	76
SFS (Finlande)	2	18
SII (Israël)	2	5
SIS (Suède)	25	118
SN (Norvège)	16	39
SNV (Suisse)	20	31
SNZ (Nouvelle-Zélande)	1	1
SPRING SG (Singapour)	1	3
SUTN (Slovaquie)	1	–
TISI (Thaïlande)	–	4
TSE (Turquie)	2	–
TTBS (Trinité-et-Tobago)	–	1
UNI (Italie)	16	40

Situation financière

Bilan au 31 décembre 2007

		2007	2006	2005
		kCHF	kCHF	kCHF
ACTIF	Immobilisations:			
	<i>Installations et équipement</i>	3'507	2'730	1'140
	Réalisable à long terme:			
	<i>Titres</i>	8'357	6'181	6'551
	<i>Dotation à l'ISO (DIN)</i>	395	479	730
		8'752	6'660	7'281
	Réalisable à court et moyen termes:			
	<i>Dépôts à court terme</i>	13'138	10'000	8'079
	<i>Débiteurs</i>	2'172	2'136	1'372
	<i>Charges payées d'avance et revenus à recevoir</i>	1'665	895	414
	<i>Disponible</i>	535	1'723	1'245
		17'510	14'754	11'110
TOTAL ACTIF		29'769	24'144	19'531
PASSIF	Fonds généraux*	15'389	12'791	10'364
	Réserves et provisions	6'892	5'279	3'954
	Fonds reçus pour des projets spécifiques	2'391	1'617	1'499
	Exigible à court terme:			
	<i>Fournisseurs</i>	1'906	1'721	1'509
	<i>Cotisations reçues d'avance</i>	916	594	721
	<i>Créanciers</i>	2'275	2'142	1'484
		5'097	4'457	3'714
TOTAL PASSIF		29'769	24'144	19'531

* Après attribution du résultat net

Recettes et dépenses au 31 décembre 2007

		2007	2006	2005
		kCHF	kCHF	kCHF
RECETTES	Cotisations des membres	19'991	19'982	19'876
	Ventes des publications et magazines	3'720	3'753	3'492
	Redevances sur droits d'auteur	8'571	8'079	7'127
	Contributions pour les pays en développement	967	928	546
	Autres recettes et produits financiers	2'796	1'503	1'389
TOTAL DES RECETTES		36'045	34'245	32'430
DÉPENSES	Frais de personnel	21'283	22'049	21'444
	Autres coûts de fonctionnement	9'022	7'791	7'271
	Amortissements	1439	658	555
TOTAL DES DÉPENSES		31'744	30'498	29'270
RÉSULTAT AVANT PROVISIONS		4'301	3'747	3'160
(AFFECTATION AUX) / REPRISE DES PROVISIONS		(1'703)	(1'320)	(2'665)
RÉSULTAT NET		2'598	2'427	495



Secrétariat central de l'ISO

1, ch. de la Voie Creuse

Case postale 56

CH-1211 Genève 20

Suisse

Tél. + 41 22 749 01 11

Fax + 41 22 733 34 30

E-mail central@iso.org

Web www.iso.org

ISBN 978-92-67-20479-6